

<http://lipietz.net/Manger-mieux-manger-tous-Que-peuvent-les-eurodeputes>

Politis n°1047-Dossier "Bien manger, manger tous"

# Manger mieux, manger tous : Que peuvent les eurodéputés

?

- Député européen (Verts, France) - Mes initiatives - L'alimentation soutenable -



Date de mise en ligne : mercredi 8 avril 2009

---

Copyright © Alain Lipietz - Tous droits réservés

---



### **Bien manger, manger tous** Les actes du colloque, publiés dans Politis

Nous vivons une crise alimentaire mondiale. L'acte le plus élémentaire de la vie humaine, se nourrir, a été transformé en un machin industriel et financier, au prix d'un gaspillage incroyable d'espace et des produits alimentaires eux-mêmes, aboutissant à des situations effroyables tant pour le tiers monde que pour les glaneurs des poubelles parisiennes.

Que peut faire l'Europe ? Aujourd'hui, les gouvernements décident la politique agricole commune. Dans la constitution de Maastricht-Nice, le budget de la PAC, 35% du budget européen, n'est pas voté par le Parlement. Nous menons bataille pour que les citoyens européens puissent peser sur la politique agricole de l'Europe. Si par miracle (mais en temps de crise, un miracle peut arriver !) le traité de Lisbonne est ratifié par la Tchéquie et l'Irlande, le Parlement européen pourra enfin infléchir la politique agricole commune.

Toutefois, une partie de la politique agricole commune a été re-nationalisée, pour des objectifs d'écologie. Certains pays ont utilisé la re-nationalisation de la PAC pour développer l'agriculture bio, alors que la France, la plus grande puissance agricole d'Europe, importe une partie considérable de sa nourriture bio, et a choisi, sous la pression de ses propres lobbies, de consacrer de grands espaces aux agrocarburants !

Vis à vis du tiers monde, les Verts ont lutté en permanence contre les subventions aux exportations, le dumping et la concurrence faussée. On soutient l'agriculture pour nourrir l'Europe, c'est normal, parce que le petit paysan a besoin d'une régularité des prix agricoles, mais la grande agriculture intensive en intrants et exportatrice ne devrait avoir aucune aide à l'exportation de l'Union européenne.

Mais les dégâts sont faits, et le FED, le fond européen de développement, doit aider le tiers monde à reconstruire son agriculture vivrière, en partenariat avec les ONG pour développer une agriculture industrielle, et non pas industrielle.

Peut-on aller plus loin ? Oui, en refusant que l'Europe soit la grande bénéficiaire de la spécialisation des nouvelles puissances de l'ancien tiers monde dans l'agriculture exportatrice. En ayant pour objectif de produire nos propres protéagineux au lieu d'importer du soja pour nourrir nos vaches.

On doit aussi poursuivre la bataille pour l'écocertification du commerce international. Les lois mêmes qu'édicte les pays du Sud pour protéger, sous la pression internationale et celle de leurs peuples indigènes, leur richesses et leur biodiversité, ne sont pas prises en compte par l'Europe. Aujourd'hui, du bois arrive en Europe, coupé de façon totalement illégale dans des zones protégées du tiers monde, et les douaniers n'ont pas le droit d'en refuser l'entrée. Alors qu'un T-shirt marqué Nike, peuvent être saisis !

Concernant les accords multilatéraux de libre-échange, ce devaient désormais être des « accords de bloc à bloc, à trois piliers », c'est à dire où le dialogue politique et les droits de l'homme, l'aide au développement, et l'accord commercial sont liés. Mais au bout de deux ans de négociations, il ne reste plus que l'accord commercial. Les Verts ont voté contre le premier accord, imposé aux Caraïbes. Mais tous les autres (sauf les communistes) ont voté pour ! En votre nom de citoyens qui votez aux élections européennes, une politique effroyable est appliquée à l'égard du tiers monde.

Dernier point, renouer avec la régulation des marchés. Nous avons lancé une campagne « stop Barroso ». Tout le monde en revient à l'interventionnisme, mais en réalité, c'est la Commission la plus libérale de son histoire qui reste aux commandes au moment où l'Europe dit « il faudrait réguler, etc. ». La Commissaire à l'agriculture, Mariann Fisher-Boel, propose de supprimer les quotas laitiers, pour permettre aux gros producteurs de lait européens, évidemment subventionnés, de poursuivre leur business, en ruinant les petits producteurs ici et là-bas.

La PAC doit être réglementée et régulée, pour satisfaire aux besoins des Européens, et pour que les pays du tiers monde puissent eux aussi satisfaire aux besoins de leurs citoyens, au sens soutenable du terme, en commençant par les plus démunis. Jean Ziegler, à propos des agrocarburants, a dit « crime contre l'Humanité ». Le modèle agricole « maïs-soja -viande » est criminel lui aussi, et nous devons renverser ce modèle mortifère. La planète peut nourrir tous ses habitants. La souveraineté alimentaire et la conversion écologiste vers une alimentation saine, tel est l'enjeu caché des batailles européennes à venir.